

EXPOSÉ DE POLITIQUE



Promouvoir l'appui à la démocratie chez les femmes africaines

Règle générale, on considère la démocratie comme une force agissant pour le bien commun, mais les femmes habitant en Afrique subsaharienne ont moins tendance à l'appuyer que les hommes. Les études démontrent que cet écart augmente en raison de la discrimination qu'exercent les institutions sociales – notamment les lois régissant la famille et les libertés civiles et celles qui protègent mal contre la violence physique.

QUELS SONT LES ENJEUX?

Malgré les progrès des dernières années, les femmes qui habitent en Afrique subsaharienne doivent encore composer avec des obstacles fortement enracinés, qui les empêchent de réaliser leur plein potentiel comme participantes au développement social et économique, et bénéficiaires de ses effets.

Des études plus récentes ont aussi fait ressortir une autre inégalité entre les sexes : les femmes de cette région ont moins tendance que les hommes à considérer la démocratie comme étant le meilleur régime politique et se montrent moins actives en ce domaine. Les chercheurs ont démontré qu'un certain nombre de facteurs influencent les mentalités en matière de démocratie, notamment l'âge, le niveau de scolarisation, l'accès aux médias et la susceptibilité à la corruption. Peu d'études, par contre, se sont intéressées aux raisons de l'existence de cet écart et à sa signification en matière de politique. On pourrait, par exemple, se demander si le comportement des femmes risque de nuire à la légitimation, pourtant bien

LES PRINCIPAUX CONSTATS

- L'appui à la démocratie varie selon le sexe. Nos travaux démontrent qu'en Afrique subsaharienne, les femmes s'expriment en sa faveur moins souvent que les hommes.
- Les inégalités sexuelles découlant du code de la famille et l'atteinte à l'intégrité physique et aux libertés civiles sont autant de facteurs qui nuisent à l'appui des femmes pour la démocratie.
- Il se trouve d'autres facteurs qui favorisent cet appui, notamment une scolarité et un âge plus élevés et l'accès égal aux droits, dans l'optique des tribunaux et de la société en général.

nécessaire, de la démocratie en Afrique subsaharienne, une région où ses progrès sont mitigés.

On a également porté peu d'attention, jusqu'ici, au rôle que pourraient jouer les institutions sociales. On entend, par cette expression, les règles, traditions et codes de conduite qui influencent le comportement des gens et leurs interactions. Qu'ils soient de nature officielle ou informelle, ils permettent de saisir l'importance de la discrimination que subissent les femmes dans une société. De nombreuses études ont examiné l'effet de ces institutions dans différents domaines comme la sécurité alimentaire, les migrations et l'éducation, mais peu ont ciblé leur effet sur le comportement des femmes en politique.

Pour retracer les origines de l'écart entre les sexes, les chercheurs ont analysé des données provenant de 19 pays de l'Afrique subsaharienne et tirées de l'Afrobaromètre, c'est-à-dire d'une série de sondages nationaux portant sur la mentalité des citoyens. On a donc mesuré l'effet des institutions sociales en les comparant aux données tirées de l'indice ISE de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de ses cinq volets visant les principaux enjeux socio-économiques avec lesquels les femmes doivent composer.

Le présent compte-rendu fait état des constatations issues de la recherche, dans le but de mieux informer les décideurs politiques de l'Afrique subsaharienne qui s'intéressent à l'habilitation des femmes, à la gouvernance et aux institutions démocratiques.

LES MÉTHODES

L'analyse présentée dans ce compte-rendu a porté sur les résultats de trois exercices couverts par l'Afrobaromètre (2002-2003, 2004-2005 et 2008-2009). Les sondages nationaux ont permis de rassembler des données sur les mentalités en matière de démocratie, de gouvernance et de conditions économiques, de participation aux processus politiques, d'identité nationale et de capital social. Ils ont aussi colligé un ensemble étendu d'indicateurs socio-démographiques, comme l'âge, le sexe, le niveau de scolarisation et de pauvreté, la langue et l'ethnicité, de même que l'affiliation aux partis politiques. Les trois séries de sondages, réalisés dans dix-neuf pays de l'Afrique subsaharienne, comptaient 27 713 répondants âgés de 18 à 64 ans.

Les chercheurs ont eu recours à l'indice ISE de l'OCDE pour mesurer les effets des institutions sociales. Cette évaluation multilatérale de la discrimination exercée contre les femmes se répartissait en cinq volets : le code de la famille discriminatoire, l'atteinte aux libertés civiles et à l'intégrité physique, la préférence pour les fils et l'accès restreint aux ressources et aux droits de propriété. L'objectif consistait à cerner les différents types d'inégalités qui sont associées aux institutions sociales et qui ont un effet sur l'attitude des femmes à l'endroit de la démocratie.

LES RÉSULTATS

En Afrique subsaharienne, l'appui à la démocratie varie selon le sexe.

L'analyse des données de l'Afrobaromètre a confirmé l'écart imposant entre les sexes, relativement à l'appui à la démocratie dans la région. Près de 74 p. cent des hommes, mais un peu moins de 66 p. cent de femmes, ont déclaré que la démocratie était leur régime gouvernemental préféré.

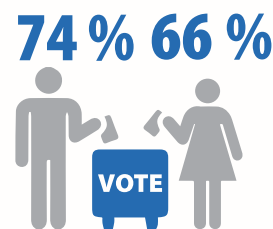


Tableau 1 : L'appui à la démocratie par sexe en Afrique subsaharienne

Responses	% d'hommes	% de femmes	% écart par sexe
La démocratie est préférable à toutes les autres formes de gouvernements.	73.58	65.64	7.94 (0.0055)***
Dans certaines circonstances, un gouvernement non-démocratique peut être préférable.	10.78	11.39	0.61 (0.0038)
Le type de gouvernement m'importe peu.	10.32	12.76	2.44 (0.0038)***
Je ne sais pas.	5.31	10.21	4.9 (0.00038)***

Note : Les erreurs-types sont indiqués dans les parenthèses.

*** indique une pertinence statistique au taux de 1 %.

Source : Afrobaromètre, 4^{ème} série d'enquêtes (2008-2009)

Facteurs susceptibles d'accroître la probabilité d'appui à la démocratie :

- Un niveau de scolarisation plus élevé;
- L'âge : les répondants plus âgés donnent plus d'appui à la démocratie que les plus jeunes;
- L'urbanisation : son effet devient négligeable, cependant, quand on tient compte du statut d'emploi et de l'accès à différentes sources médiatiques;
- La compréhension des notions inhérentes à la démocratie;
- La participation aux activités politiques et publiques, notamment aux élections.

Les données ne contiennent cependant aucune indication sur les motifs de la persistance de l'écart entre les sexes.

Les inégalités sexuelles découlant du code de la famille et l'atteinte à l'intégrité physique et aux libertés civiles sont autant de facteurs qui nuisent à l'appui des femmes pour la démocratie.

En ajoutant au modèle les données provenant de l'indice ISE de l'OCDE (voir l'encadré intitulé Définition des institutions sociales), on a pu démontrer que la discrimination exercée envers les femmes dans la famille et dans les structures conjugales nuisait considérablement à leur appui à la démocratie. Dans les pays où le code de la famille est fortement discriminatoire, les femmes sont bien moins favorables à la démocratie qu'ailleurs dans la région.

On peut en dire autant à la suite de l'analyse visant l'intégrité physique et les libertés civiles. Selon cette étude, les institutions sociales jouent un rôle important dans l'élaboration de l'attitude féminine à l'endroit de la démocratie, en Afrique subsaharienne. Les inégalités qu'elles véhiculent nuisent aux femmes dans le choix de leur mode de vie; la perte de leur indépendance semble également agir au détriment de leur appui à la démocratie, qui a pourtant bien besoin d'une légitimation dans cette région.

On peut imputer ce phénomène au fait que les femmes plus autonomes dans leur vie personnelle risquent fort bien d'exiger ou de souhaiter autant de liberté d'action dans le choix d'un leader politique. On peut aussi supposer que les femmes vivant dans ces sociétés voient dans le système politique un moyen de protéger leur autonomie et leurs intérêts et de combler leurs besoins, ce qui les fera pencher en faveur d'un système démocratique.

L'accès aux ressources et la préférence favorisant les fils ne semblent pas avoir d'influence sur l'appui à la démocratie.

- Un meilleur accès aux ressources encourage les hommes à appuyer la démocratie, mais pas les femmes.
- L'attitude féminine, en matière de politique, n'est pas influencée par la préférence favorisant les enfants de sexe masculin.

Ces résultats se maintiennent au fil du temps : les auteurs ont comparé ceux des versions de 2009 et de 2012 de l'indice ISE de l'OCDE et des trois séries réunies de l'Afrobareomètre. Toutes périodes considérées, l'écart hommes-femmes dans l'appui à la démocratie se maintient.

DÉFINIR LES INSTITUTIONS SOCIALES

L'indice ISE de l'OCDE comprend cinq volets associés à la discrimination sexuelle dans les ménages (code de la famille, atteinte à l'intégrité physique) et à l'extérieur (ressources, libertés civiles) :

- *Code de la famille discriminatoire* – cerne les institutions qui ont une influence sur la prise de décisions par les femmes dans le ménage et sur les inégalités, pour différents facteurs (âge légal du mariage, autorité parentale et droits d'héritage).
- *Atteinte à l'intégrité physique* – comprend la violence exercée à l'égard des femmes et l'existence d'une protection légale contre le viol, la violence conjugale et les mutilations des organes génitaux féminins.
- *Atteintes aux libertés civiles* – évalue la liberté de participer des femmes et notamment si elles ont accès à l'espace public sans le consentement ou la compagnie d'un membre masculin de la famille.
- *Accès restreint aux ressources et aux droits de propriété* – indique si les femmes ont accès à différents types de biens, tels que la terre, les comptes bancaires et le crédit sous diverses formes.
- *Préférence pour les fils* – mesure l'importance de l'inégalité entre les sexes d'après la mortalité et la préférence envers les enfants de sexe masculin.



Photo: World Bank Flickr

LES RÉFLEXIONS POLITIQUES

La manière dont on traite les femmes à l'intérieur et à l'extérieur des ménages comporte d'importants effets en matière de politique. Les préférences en ce qui a trait aux régimes politiques, par exemple, peuvent dépendre de la portée du biais des lois et règles en faveur des femmes, notamment dans la vie de la famille et à l'égard de l'autonomie féminine.

Puisque les données démontrent que les femmes vivant dans des pays où les lois et règles sont plus équitables sont clairement plus favorables à la démocratie, il est essentiel que l'on se dote de politiques dont le but est de réduire les inégalités sexuelles entretenues par les institutions sociales à l'échelle des ménages et de la société prise dans son ensemble. En procédant ainsi, non seulement favoriserait-on l'égalité entre les sexes, un objectif louable en soi, mais on accroîtrait également l'appui des femmes à la démocratie et, potentiellement, la stabilité des régimes démocratiques en Afrique.

Le présent compte-rendu décrit les constats et les réflexions tirés d'un document de travail préparé par des chercheurs du Centre de Recherche Économique et Sociale et de Formation de Maastricht pour l'Innovation et la Technologie de l'Université des Nations Unies (UNU-MERIT) et de l'Université de Göttingen, dans le cadre de l'initiative CEDEF. Consultez : Maty Konte et Stephan Klasen. 2016. « Gender difference in support for democracy in Sub-Saharan Africa: Do social institutions matter? » *Feminist Economics*, 22:2, 55-86. Le compte-rendu a été rédigé par Stephan Klasen, Mary O' Neill et Alejandra Vargas. Les points de vue exprimés dans ce compte-rendu et dans l'étude dont il s'inspire n'engagent que leurs auteurs et ne sauraient être attribués aux partenaires du programme Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes.



UNITED NATIONS
UNIVERSITY

UNU-MERIT



GEORG-AUGUST-UNIVERSITÄT
GÖTTINGEN



from the British people



WILLIAM + FLORA

Hewlett
Foundation



IDRC | CRDI

International Development Research Centre

Centre de recherches pour le développement international

Canada

Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF) est un partenariat entre le Department for International Development du Royaume-Uni, la Fondation Hewlett et le Centre de recherches pour le développement international.

Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF)
Centre de recherches pour le développement international
CP 8500, Ottawa, Ontario
Canada K1G 3H9
Téléphone: +1 613-236-6163
Télécopieur: +1 613-657-7749
Courriel: grow@crdi.ca
<https://www.idrc.ca/fr/initiative/croissance-de-leconomie-et-debouches-economiques-des-femmes>